

IDÉES

Crise québécoise dans les domaines de l'intervention sociale

11 septembre 2017 | Steve Dubois et Étienne Boudou-Laforce* - *Respectivement intervenant en santé mentale et instigateur de l'Appel pour un collectif mobilisé (ACM), et intervenant social, étudiant en travail social à l'UQAR et instigateur de l'Appel pour un collectif mobilisé* | Actualités en société



Photo: iStock

Dans les métiers où la relation d'aide est au centre du service offert, tout ce qui reste de « l'humain » est pris en otage par les politiques de rationnement et d'austérité.

Lettre cosignée par plus de 100 personnes

Le « marché », ses intérêts et sa logique sont maintenant omniprésents dans nos sociétés. Dès lors que la société de marché mise sur un service public, trois effets peuvent survenir : des transformations dans la qualité du service, des restrictions dans l'accès à ce service et une augmentation des inégalités sociales. Dans le cas des métiers où la relation d'aide est au centre du service offert, la société de marché fait sentir son hégémonie à travers une perspective où l'uniformisation est promue, l'animosité envers le singulier est cinglante, et où tout ce qui reste de « l'humain » est pris en otage par les politiques de rationnement et d'austérité. Ces changements qui touchent aujourd'hui tous les intervenant(e)s en relation d'aide (travailleurs sociaux, éducateurs spécialisés, médecins, psychologues, etc.), frappent de plein fouet l'essence même de ces professions et consacrent une soumission nouvelle. En somme, rien ne va plus.

Compte tenu des impacts des politiques à l'encontre des classes populaires et des catégories les plus marginalisées, les individus se retrouvent plus vulnérables dans les services d'aide. Ces personnes, dans leur singularité et leur sensibilité, ont des choses à révéler, qu'elles tentent de dire à l'intervenant, à la société : à propos des inégalités, du manque d'éthique, de l'appauvrissement du lien social. Toutes ces souffrances sociales sont trop souvent intériorisées et attribuées à des vulnérabilités individuelles. Pour les intervenants venant à leur rencontre, ne pas tendre vers l'homogénéisation de tous devient une posture subversive. Car le risque plane toujours, de panser seulement les écorchures et de tomber dans un rôle de « police du psychique » au service du contrôle social et de la norme. De participer à stigmatiser et à diagnostiquer à grands coups d'évaluations et d'échelles du fonctionnement. Les intervenants ont la responsabilité d'être à l'écoute des citoyens qui s'expriment et, par le fait même, d'approcher ce que la culture et ses institutions viennent obscurcir, et que la marginalité vient éclairer. [...]

L'espace thérapeutique pris en otage

Les bases mêmes des pratiques cliniques (l'écoute, l'accueil, le non-jugement, l'accompagnement personnalisé, etc.) se font mettre à l'index. À la place, normes et agréments, guides de bonnes pratiques, centres « d'excellence », approche Lean, viennent finement « paramétrer » la pratique, qu'il s'agisse de la durée de la rencontre, son déroulement ou sa finalité. Ainsi, peu de place est accordée à la créativité, à la rencontre. Chacun doit se conformer : tant les demandeurs d'aide que les aidants. Même le type de service disponible à la population vient contraindre le citoyen, ce dernier devant s'insérer dans le « bon format de demande d'aide », puis traverser le conditionnel plan d'intervention aseptisé. Pourtant, demander de l'aide n'est pas chose aisée, et la formulation d'objectifs se trouve généralement bien loin derrière le besoin, plus concret, d'adresser son expérience à un autre humain qui saura l'accueillir, sans paperasse ni ligne directrice formatée. Aujourd'hui, la relation thérapeutique semble confinée à s'adapter à la structure aliénante en place et à travailler à satisfaire l'Institution et ses normes. Et quelles garanties apportent réellement toutes ces mesures, ces normes, en matière de protection du public et de résultats cliniques ? Combien de temps pourrons-nous soutenir des pratiques déshumanisantes, l'efficacité faussement mesurable ? Qu'est-ce qui fonctionne réellement : la « relation » intersubjective et clinique aux contours souples ou la partie de l'intervention contrainte de respecter le « cadre » et l'application du « protocole » ? Au bout du compte, le formatage des services d'aide ne vise-t-il pas à refermer tout espace d'expression des singularités, tant chez l'aidant que l'aidé ?

Dans le Québec d'aujourd'hui, il ne semble pas aisé de défendre ses postures éthiques dans les milieux d'intervention. La prise en compte des déterminants et dynamiques sociales se trouvant derrière un « symptôme » semble avoir déserté les courants dominants en psychologie et en psychiatrie. Sont écartés les apports anthropologiques et sociologiques des sciences médicales et autres disciplines thérapeutiques, au profit des données probantes et des miracles à venir des recherches en pharmacologie, en neurologie et en génétique. Bien loin est l'approche dialogique faisant place à l'expérience du sujet et au symbolique. C'est à la personne à modifier et prendre en charge ses « déficiences », afin de « performer » dans une société d'institutions et d'instances gouvernementales se prétendant salvatrices.

Briser nos chaînes collectivement

Pourtant, dès le milieu des années 1940, le Québec commençait déjà à percevoir ce qui deviendra une nécessité évidente dans les décennies suivantes, soit l'instauration de services d'aide à même la communauté. En effet, à la fin des années 1960, tout convergait vers les approches plus communautaires, alternatives et de proximité. Mais visiblement, certains intérêts semblent continuellement refermer la porte à ces voies du renforcement du tissu social. De nos jours, plusieurs intervenants ont peur des conséquences s'ils venaient à bifurquer du sentier prescrit. La flexibilité d'intervention est devenue un luxe prohibé appartenant à une époque révolue. Au-delà des politiques et réformes de certains gouvernements en place, il y a à chercher du côté de la mondialisation et d'un néolibéralisme triomphant, qui de leur logique délétère participent à l'aliénation individuelle et à l'affaiblissement des liens sociaux. Pensons à l'atomisation des individus dans la société de masse et à la folie de l'évaluation. Le tout participe au détournement de chacun,

de sa profession, de ce qui l'anime, le transcende. D'où l'importance de nouer des liens entre professionnels et faire front commun. Il est temps d'occuper entièrement notre rôle, dignement, et ce, au service de la population et du renforcement du pouvoir d'agir des personnes marginalisées.

***Signataires :**

Normand Baillargeon, philosophe ; Alice Charasse, directrice du RACOR en santé mentale ; Éric Chiasson, psychiatre et professeur de psychiatrie à l'Université de Sherbrooke ; Bernadette Dallaire, Ph. D., professeure titulaire, école de service social, Université Laval, et codirectrice de l'Institut sur le vieillissement et la participation sociale des aînés ; Jean-Yves Desgagnés, Ph. D., professeur et directeur du module de travail social, UQAR ; Roland Gori, psychanalyste, professeur honoraire à l'université d'Aix-Marseille et instigateur de l'Appel des appels ; David Goudreault, écrivain et travailleur social ; Ianik Marcil, économiste ; Jessika Roy-Desruisseaux, chef de service en gérontopsychiatrie et professeur en psychiatrie, Université de Sherbrooke ; Robert Théoret, ancien responsable de l'action politique au Regroupement des ressources alternatives en santé mentale du Québec

- Steve Dubois, intervenant en santé mentale et instigateur de l'Appel pour un collectif mobilisé (ACM);
- Étienne Boudou-Laforce, intervenant social, étudiant en travail social à l'UQAR et instigateur de l'Appel pour un collectif mobilisé (ACM);
- Normand Baillargeon, philosophe;
- Alice Charasse, directrice du RACOR en santé mentale;
- Éric Chiasson, psychiatre et professeur de psychiatrie à l'Université de Sherbrooke;
- Bernadette Dallaire, Ph.D., professeure titulaire, école de service social, Université Laval, et codirectrice de l'Institut sur le vieillissement et la participation sociale des aînés (IVPSA);
- Jean-Yves Desgagnés, Ph.D., professeur et directeur du module de travail social, UQAR;
- Roland Gori, psychanalyste, professeur honoraire à l'université D'Aix Marseille et initiateur de L'Appel des appels;
- David Goudreault, écrivain et travailleur social;
- Ianik Marcil, économiste;
- Jessika Roy-Desruisseaux, chef de service en gérontopsychiatrie et professeur en psychiatrie, Université de Sherbrooke;
- Robert Théoret, ancien responsable de l'action politique au Regroupement des ressources alternatives en santé mentale du Québec (RRASMQ);
- Tahar Amghar, intervenant psychosocial;
- Luce Assad, citoyenne;
- Léonie Audet, bachelière en éducation;
- Mylène Barbe, travailleuse sociale et étudiante à la maîtrise en travail social à l'UQO;
- Stéphane Baudelot, étudiant en travail social à l'UQAR;
- Marie-Josée Bégin, intervenante de crise, formatrice et enseignante;
- Lyne Bergeron, travailleuse sociale;
- Jean-François Bernard, psychologue;
- Jean Bottari, activiste et conférencier;
- Catherine Bouchard, travailleuse sociale et médiatrice familiale;
- Linda Bourgeois, étudiante en travail social;
- Geneviève de Bray, psychologue;
- Geneviève Bureau, travailleuse sociale, CHU Ste-Justine;
- Géraldine Bureau, M. en travail social;
- Émilie Charbonneau, travailleuse sociale;
- Sylvain Caron, porte-parole et responsable des dossiers politiques, Groupe d'information et de défense des droits sociaux (GIDDS);
- Jean-Michel Cautaerts, intervenant en santé mentale;
- Laurence De Angelis, intervenante communautaire;
- Wassim Deko, travailleur social;
- William Delisle, intervenant en santé mentale et étudiant en psychologie à l'Université de Montréal;
- Lise Des Greniers, M.A., maîtrise en science politiques, maîtrise en sciences humaines des religions et artiste-peintre;
- Henri Dorvil, Ph.D., professeur, école de travail social, UQAM;
- Jacynthe Drapeau, infirmière clinicienne et étudiante de 2e cycle en éthique de l'intervention en santé;
- Mélissa Dubé, travailleuse sociale;
- Frédéric Dubé, humoriste;
- Antoine B. Duchesne, psychiatre;
- Marie-Hélène Fauteux, psychologue;
- Michaëlle Gardon, travailleuse sociale;
- Louise Gareau, infirmière retraitée et auteure;
- Stéphanie Garneau, professeure agrégée, école de service social, Université d'Ottawa;

- Lorraine Gaudreau, Ph.D., professeure en travail social, UQAR;
- Jean-Jacques Gaudreault, intervenant de crise;
- Alain Gilbert, psychanalyste;
- Normand Gilbert, organisateur communautaire, formateur et militant socio-politique pour une plus grande justice sociale;
- Francine Godin, Ph.D. science politique;
- Marjolaine Goudreau, travailleuse sociale;
- Lorraine Guay, infirmière retraitée et ex-coordonnatrice du Regroupement des ressources alternatives en santé mentale du Québec (RRASMQ);
- Stéphane Handfield, candidat à la maîtrise en sociologie, Université de Montréal;
- Geneviève Houde, psychothérapeute et intervenante dans un organisme d'orientation psychanalytique;
- Emanuelle Joly T.S., psychothérapeute;
- Danielle Joly, psychologue SMA;
- Cyndy Joublin, intervenante communautaire en santé mentale;
- Vanessa Keegan, psychologue légale;
- Jean Lacharité, vice-président de la Confédération des syndicats nationaux (CSN);
- Isabel Lapalme, bachelière en criminologie;
- Véronic Lapalme, répondante politique syndicat APTS;
- Virginie Larivière et Serge Petitclerc, porte-paroles du Collectif pour un Québec sans pauvreté;
- Etienne Lavigne, intervenant psychosocial;
- Caroline Leblanc, sexologue B.A et candidate à la maîtrise en travail social;
- Laurence Leclair, intervenante psychosociale en milieu scolaire;
- Myriam Legault -Lamontagne, travailleuse sociale au centre jeunesse de l'Estrie;
- Stephen Léger, vice-président à l'APTS;
- Geneviève Lévesque, écrivaine, artiste de la scène, journaliste et psychanalyste;
- Anne Marché Paillé, Ph.D.;
- France Martel, éducatrice;
- Stéphanie Mathieu, travailleuse sociale;
- André Mercier, directeur Le fil suivi communautaire;
- Joël Nagggar, travailleur social et directeur du CAFGRAF, groupe d'entraide en santé mentale de Laval;
- Alexandre Ouellet, travailleur social;
- Crystal Ouimette, travailleuse sociale;
- Dany Painchaud, intervenant;
- Saskia Papiccio, travailleuse sociale;
- Evelyne Paré, travailleuse sociale et animatrice à la vie spirituelle et à l'engagement communautaire;
- Robert Pelletier, psychanalyste, psychologue et chargé d'encadrement psychopathologie (TELUQ/Université du Québec);
- Marianne Pelletier, étudiante en travail social;
- Marie-Laurence Poirel, professeure, école de travail social, Université de Montréal;
- Véronic Pratte, intervenante de crise et travailleuse sociale;
- Doris Provencher, directrice générale de l'Association des groupes d'intervention en défense des droits en santé mentale du Québec (AGIDD-SMQ);
- Stéphane Quinn, psychanalyste;
- Lilyane Rachédi, professeure-chercheure, école de travail social, UQAM;
- Regroupement, Échanges, Concertation des Intervenantes et des Formatrices en Social (RÉCIFS);
- Charles Rice, président du Réseau communautaire en santé mentale (COSME);
- Annette Richard, psychologue, présidente du Groupe d'étude sur l'intersubjectivité (GEI) et membre du comité de promotion des approches relationnelles en psychothérapie de RADAR.psy ;

- Jonathan Roberge, animateur radio, humoriste et réalisateur;
- Yann Roshdy, étudiant en sciences infirmières et ambulancier;
- Vanessa Roy, physiothérapeute, étudiante en droit et politiques de la santé de l'Université de Sherbrooke;
- Simon-Pierre Savard-Tremblay, sociologue;
- Gilles Simard, pair aidant en santé mentale et journaliste;
- Angelo Soares, professeur titulaire au département d'organisation et ressources humaines de l'UQAM;
- Kharoll-Ann Souffrant, T.S. et étudiante à la maîtrise en travail social avec option en études féministes à l'Université McGill;
- Nérée St-Amand, professeur titulaire, École de service social, Université d'Ottawa;
- Line St-Amour, Ph.D., psychologue clinicienne en oncologie et soins palliatifs au CHUM;
- Jennie-Laure Sully, M. Sc, Sciences biomédicales et bachelière en anthropologie;
- Patrick Tavares, psychoéducateur et thérapeute;
- Matthieu Tittley, psychiatre et professeur de psychiatrie à l'Université de Sherbrooke;
- Éric Trudel, membre employé du Réseau Hommes Québec;
- Boromir Vallé Dore, bachelier en travail social et candidat à la maîtrise en travail social;
- Félix Valois, intervenant communautaire;